

ANNEXE A

SANTÉ ET SÉCURITÉ

Direction principale – Projets de Production

Approvisionnement et Systèmes

MODIFICATIONS

Article modifié	Date	Références
Tous	2012-05-29	Entièrement révisé pour retirer de l'annexe ce qui est déjà traité à une loi ou au programme de prévention du maître d'œuvre
3.1, 3.3.1, 5,	2012-10-16	Ajout du numéro des formulaires. À l'avenir, les sous-annexes A1 à A4 seront joints à l'annexe H des clauses particulières
5	2013-07-24	Suppression des mots « et scellée » dans le dernier paragraphe. La phrase devient « ...méthode signée par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. »
1.4	2013-11-08	Ajout de la mention « ainsi qu'une étiquette portant son nom et son prénom »
3.2 & 3.3	2015-04-08	Mise en vigueur de la 6e édition (2015) du code de sécurité d'Hydro-Québec. Remplacement de l'année 2008 par l'année 2015.
3.2	2015-05-39	Modification de l'article 3.2 à la 2 ^e puce pour supprimer « risques induction, malt et foudre » et remplacer pour « risques électrisation poste-centrale-ligne » et supprimer « si applicable »
3.5.2	2015-10-27	<p>Suppression</p> <ul style="list-style-type: none"> - quatre (4) sauveteurs ou s'il y a lieu - requis pour chaque espace clos ou difficile d'accès. - d'une durée de deux (2) jours (14 h) relative à la procédure de sauvetage. - afin d'avoir un minimum de quatre (4) personnes formées disponibles en tout temps au chantier. - Cette formation peut être obtenue d'un organisme reconnu par Hydro-Québec ou d'Hydro-Québec. <p>Ajout</p> <ul style="list-style-type: none"> - ...une formation spécifique aux interventions de sauvetage en espace clos ou difficile d'accès... - ...et disponible en tout temps au chantier...
2.2, 2.3, 3.1, 3.2. 3.3 et 5	2016-01-29	Mise à jour générale suite à la revue du conseiller SS

TABLE DES MATIÈRES

1	GÉNÉRALITÉS	1
1.1	Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec	1
1.2	Maître d'œuvre	1
1.3	Personne sous la juridiction de l'entrepreneur	1
1.4	Chantier de construction	1
1.5	Séance d'accueil	1
2	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	2
2.1	Responsable de la gestion de la sécurité au chantier	2
2.2	Programme de prévention de l'entrepreneur	2
2.3	Autres responsabilités de l'entrepreneur	3
3	FORMATION EN SÉCURITÉ	4
3.1	Généralités relatives à la formation au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec	4
3.2	Formation générale	4
3.3	Responsable des travaux (RDT)	5
3.4	Responsable d'équipe (RDE)	6
3.5	Intervention en espace clos ou difficile d'accès	6
3.6	Chariot élévateur, nacelle ou plateforme élévatrice	7
3.7	Protection contre les chutes	7
3.8	Coûts associés à la formation	7
4	MISE HORS ÉNERGIE	7
4.1	Mise hors énergie (lorsque le code des travaux d'Hydro-Québec s'applique)	7
4.2	Mise hors énergie (lorsque le code des travaux d'Hydro-Québec ne s'applique pas)	8
5	MÉTHODE DE TRAVAIL	8
6	MESURES CORRECTIVES ET DROIT DE REFUS	9
7	ABRIS TEMPORAIRES PRÈS D'APPAREILS RELIÉS AU RÉSEAU D'HYDRO-QUÉBEC ..	9

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec

L'application ou non du Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec dans le cadre du présent contrat, est définie à l'article 7.1.3.1 des clauses particulières.

1.2 Maître d'œuvre

Hydro-Québec agit à titre de maître d'œuvre pour l'exécution des travaux faisant l'objet du contrat.

À ce titre, Hydro-Québec est responsable de la sécurité sur le chantier. Elle s'assure donc de l'application par l'entrepreneur du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.4) et du Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec si applicable ainsi que du respect des normes, méthodes et directives applicables aux travaux faisant l'objet du contrat.

1.3 Personne sous la juridiction de l'entrepreneur

Aux fins des présentes, l'expression « personne sous la juridiction de l'entrepreneur » comprend les employés de l'entrepreneur et ceux de ses sous-traitants affectés aux travaux.

1.4 Chantier de construction

Dans le cadre du présent contrat, les installations permanentes de l'aménagement hydroélectrique ou les installations en vue d'un futur aménagement hydroélectrique constituent un établissement, au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (S-2.1), dans lequel un chantier de construction est mis en œuvre.

Sur ce chantier, toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur doit être visuellement identifiable en arborant le sigle de l'entreprise pour laquelle elle travaille ainsi qu'une étiquette portant son nom et son prénom sur le casque de sécurité ou sur les vêtements de travail. De plus, tout déplacement est strictement limité aux aires de travail prévues au contrat, incluant les accès, sous peine d'être expulsé du chantier sans préavis.

1.5 Séance d'accueil

Avant d'avoir accès au chantier, toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur doit recevoir l'information pertinente au travail devant être effectué.

À cette fin, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que toute personne sous sa juridiction assiste à une séance d'accueil dont la durée est précisée à l'article 7.1.3.2.1 des clauses particulières.

De plus, les travailleurs ayant moins de trois (3) années d'expérience dans l'industrie de la construction doivent assister à une séance d'information d'environ une (1) heure intitulée « Accueil des nouveaux travailleurs de la construction œuvrant dans les chantiers et les installations d'Hydro-Québec ».

Également, le personnel de l'entrepreneur en autorité au chantier doit assister à une séance d'information d'environ une (1) heure intitulée « Rôle et responsabilités en matière de santé et de sécurité au chantier à l'intention des contremaîtres et superviseurs d'entrepreneurs ».

Ces séances sont tenues par le maître d'œuvre à proximité du chantier. Le lieu exact est précisé à l'article 7.1.3.2.2 des clauses particulières.

Tout employé mis à pied pour une période de plus de quatre-vingt-dix (90) jours doit obligatoirement assister aux séances et formations pertinentes du présent article.

2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

2.1 Responsable de la gestion de la sécurité au chantier

À moins qu'il soit indiqué à l'article 7.1.3.3 des clauses particulières que l'entrepreneur doive désigner un responsable de la gestion de la sécurité au chantier dédié exclusivement à cette fonction, l'entrepreneur doit avant le début des travaux au chantier, désigner un responsable de la sécurité parmi son personnel de commande au chantier. Celui-ci doit notamment s'assurer du respect en tout temps des délégations de l'entrepreneur en matière de santé et sécurité sur les aires de travail prévues au contrat.

Afin de permettre à l'entrepreneur de respecter ses obligations vis-à-vis la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et d'assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, Hydro-Québec transmet au responsable de la sécurité de l'entrepreneur, suite à sa demande, toute l'information pertinente relative au chantier ainsi qu'à l'environnement du travail. Le responsable de la sécurité doit ensuite en informer toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur.

2.2 Programme de prévention de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec pour vérification son programme de prévention dans le délai indiqué à l'article 3.1.3 des clauses particulières. Ce programme doit établir les mesures de prévention que l'entrepreneur compte mettre en œuvre tout en respectant les exigences du programme de prévention d'Hydro-Québec.

Au même moment, l'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec la liste des matières dangereuses avec leur fiche de données de sécurité (FDS) et la liste des produits dangereux utilisés pour les travaux ainsi que les procédés de travail spécifiques à leur utilisation et élaborer les mesures de prévention qu'il prévoit mettre en œuvre spécifiquement à ces produits, incluant l'affichage des fiches signalétiques dans des endroits visibles et accessibles aux travailleurs sur les lieux de travail et l'apposition des étiquettes sur les contenants. Suite à l'acceptation de cette information par Hydro-Québec, l'entrepreneur doit l'incorporer à son programme de prévention.

Suite à l'acceptation du programme de prévention de l'entrepreneur, celui-ci doit le transmettre à Hydro-Québec via MCT. L'entrepreneur doit conserver une copie papier du programme de prévention à ses bureaux et une copie papier au chantier.

Toute modification apportée par la suite au programme de prévention de l'entrepreneur doit être transmise à Hydro-Québec pour acceptation avant d'être mise en vigueur.

Aucun paiement n'est autorisé avant la remise par l'entrepreneur d'un programme de prévention acceptée par Hydro-Québec.

L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de renseigner toute personne sous sa juridiction du contenu de son programme de prévention ainsi que de celui d'Hydro-Québec et d'en assurer leur compréhension et leur respect.

2.3 Autres responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur s'engage à assumer, à ses frais, toutes les obligations et responsabilités exigées par les lois et règlements relatifs à la santé et à la sécurité du travail, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et les règlements adoptés en vertu de ladite loi, dont le Code de sécurité pour les travaux de construction ainsi que tous leurs amendements.

L'entrepreneur doit également assumer les responsabilités suivantes :

- Fournir à Hydro-Québec une (1) copie du programme de prévention de chacun de ses sous-traitants et coordonner et assurer leur application.
- Inclure dans son programme de prévention une « attestation d'employeur en règle » émise par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).
- Transmettre son programme de prévention à la CNESST, selon la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

3 FORMATION EN SÉCURITÉ

La formation en sécurité décrite aux articles 3.1 à 3.3 et 3.5 est diffusée par Hydro-Québec à l'endroit indiqué à l'article 7.1.3.2.2 des clauses particulières.

3.1 Généralités relatives à la formation au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec

La formation comprend les cours énumérés aux articles 3.1 à 3.3. Ces cours sont mis à la disposition de toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur selon un horaire établi par Hydro-Québec pour les durées prévues aux articles précités.

De plus, toute personne ayant suivi l'un de ces cours depuis une période de plus de cinq (5) ans doit refaire la formation d'initiation au code des travaux (2 jours ou 14 h). Cette formation doit être suivie entre la troisième et la cinquième année suivant la dernière formation.

À cette fin, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que toute personne sous sa juridiction suive ces cours, lorsque requis, incluant les sessions de rappel. Pour ce faire, il doit s'assurer de leur disponibilité et aviser Hydro-Québec au plus tard deux (2) semaines au préalable. Cette demande de formation doit être effectuée sur les formulaires appropriés FOR-AC-16 intitulés « Demande de formation » joints à l'annexe H des clauses particulières. Dans le cas d'une formation générale et l'autre pour les responsables des travaux (RDT).

De plus, Hydro-Québec se réserve le droit de rappeler toute personne ayant suivi les cours advenant une révision de leur contenu.

3.2 Formation générale

Avant le début des travaux au chantier, toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur doit avoir suivi le (ou les) cours suivant(s), selon les dispositions prévues à l'article 1.1 et :

- l'application interactive suivie sur le web (6 h). L'application interactive doit être complétée avant d'assister à la formation d'initiation au Code de sécurité d'Hydro-Québec en classe.
- l'initiation au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec et risques d'électrification – 6^e Édition 2015 (1 journée ou 7,5 h);
- l'application des mesures de sécurité de la procédure chantier (EQ-CO-SC-PR04) (½ journée ou 3,5 h) pour les travaux assujettis au chapitre Centrales.

3.3 Responsable des travaux (RDT)

Avant le début des travaux au chantier, toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur appelée à agir à titre de responsable des travaux (RDT) doit avoir suivi et réussi les cours suivants :

- perfectionnement en sécurité dans les installations de production (formation de 14 heures répartie sur 2 jours consécutifs);
- qualification au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec – Édition 2015, pour l'ensemble des régimes, c'est-à-dire autorisation de travail, accord, autoprotection (formation de 21 heures répartie sur 3 jours consécutifs);
- habilitation aux installations d'Hydro-Québec (durée de la vérification de la connaissance de la partie concernée de l'installation par le contrat, maximum de 7 heures réparties sur une journée, à moins d'indication autre à l'article 7.1.3.2.3);
- procédure générale de travail (½ journée ou 3,5 h) [applicable seulement aux installations de la région Manicouagan];
- code d'exploitation (formation de 3,5 heures répartie sur une demi-journée) (nécessaire aux installations de la région de Manicouagan seulement);
- schéma logique pour couteaux de protection (formation de 21 heures répartie sur 3 jours consécutifs) (nécessaire aux installations de la région Manicouagan seulement);
- délimitation à l'aide de balisage (formation de 3,5 heures répartie sur une demi-journée) (nécessaire aux installations de la région de Manicouagan seulement);
- procédures générales d'exploitation (formation de 3,5 heures répartie sur une demi-journée) (nécessaire aux installations de la région Manicouagan seulement).

Enfin, les RDT inactifs depuis plus de deux (2) ans doivent également suivre la session de rappel prévue à l'article 3.1.

3.3.1 Qualifications préalables pour habilitation du RDT

Toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur devant agir comme RDT doit démontrer qu'il possède au moins cinq (5) années d'expérience pertinente à titre de personne initiée tel que défini à l'encadrement P-SEC-N008. Cette expérience peut avoir été acquise dans les centrales hydroélectriques ou toute autre installation jugée similaire par Hydro-Québec.

De plus, toute personne devant suivre la formation « Qualification au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec », prévue à l'article 3.3, doit avoir en sa possession la fiche d'habilitation au code de sécurité des travaux (partie 1) dûment complétée lorsqu'elle se présente au formateur, à défaut de quoi l'accès à cette formation peut lui être refusé. Un exemple du formulaire FOR-SS-01 « Fiche d'habilitation au code de sécurité des travaux (partie 1) » est joint à l'annexe H des clauses particulières.

3.3.2 Affectation des RDT

Un nombre suffisant d'employés doivent être formés et habilités pour agir comme RDT, incluant un RDT de réserve en cas d'absence imprévue de l'un d'eux, dans le but d'être affectés aux travaux pour toute la durée du contrat, si la durée prévue est de moins d'une année, ou pour un minimum d'une année si la durée prévue du contrat est de plus d'une année.

Si la durée de l'affectation des RDT est moindre que prescrite, les coûts encourus par Hydro-Québec pour habiliter de nouveaux RDT sont à la charge de l'entrepreneur.

3.4 Responsable d'équipe (RDE)

Les travailleurs ayant à agir comme responsable d'équipe (RDE) doivent avoir reçu la formation de RDT. Le tout conformément à l'encadrement P-SEC-N-008.

3.5 Intervention en espace clos ou difficile d'accès

3.5.1 Travaux en espace clos

L'entrepreneur doit respecter les prescriptions de la norme P-SEC-N-003-01 « Interventions dans les espaces clos ».

Avant le début des travaux dans un espace clos, toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur pouvant être appelée à y entrer, doit avoir suivi une formation spécifique aux interventions dans les espaces clos d'un organisme reconnu par Hydro-Québec ou d'Hydro-Québec.

Si cette formation est obtenue d'Hydro-Québec, l'entrepreneur doit tenir compte des modalités prévues à l'article 7.1.3.2.2 des clauses particulières.

Un nombre minimum de trois (3) travailleurs est requis pour un travail en espace clos.

Lors des travaux en espace clos, l'entrepreneur doit fournir le matériel de détection de gaz.

3.5.2 Sauvetage en espace clos ou difficile d'accès

L'entrepreneur doit respecter les prescriptions de la norme P-SEC-N-005-01 « Sauvetage dans les espaces clos et les espaces difficiles d'accès ».

L'entrepreneur doit prévoir le nombre de sauveteurs indiqué à la fiche de sauvetage. Les personnes identifiées « sauveteurs » doivent avoir réussi une formation spécifique aux interventions de sauvetage en espace clos ou difficile d'accès. L'entrepreneur doit prévoir un personnel suffisant et disponible en tout temps au chantier. Ceux-ci doivent avoir un certificat « Secourisme en milieu de travail » valide pour la durée des travaux.

Si cette formation est obtenue d'Hydro-Québec, l'entrepreneur doit tenir compte des modalités prévues à l'article 7.1.3.2.2 des clauses particulières.

Le matériel de sauvetage est mis à la disposition de l'entrepreneur par Hydro-Québec.

3.6 Chariot élévateur, nacelle ou plateforme élévatrice

Tout travailleur ayant à utiliser un chariot élévateur, une nacelle ou une plateforme de travail élévatrice doit détenir une formation conforme aux normes CSA.

3.7 Protection contre les chutes

Tout travailleur, qui doit utiliser un équipement ou un système de protection contre les chutes doit être habilité. Le travailleur devient habilité après avoir suivi une formation sur les systèmes de protection contre les chutes.

La formation dispensée par l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction (ASP construction) et Prochute Sécurité Inc. est acceptée par Hydro-Québec.

3.8 Coûts associés à la formation

Tous les coûts reliés à la formation de ses employés rendue nécessaire par les prescriptions de la présente annexe « Santé et sécurité » des présentes clauses particulières sont à la charge de l'entrepreneur.

4 MISE HORS ÉNERGIE

4.1 Mise hors énergie (lorsque le code des travaux d'Hydro-Québec s'applique)

Dans tous les cas où l'entrepreneur planifie une mise hors énergie pour l'exécution de travaux où le code des travaux doit être appliqué, l'entrepreneur doit présenter sa demande de retrait d'exploitation à Hydro-Québec pour approbation dans le délai mentionné au sous-article « Demande de retrait d'exploitation » de l'article 7.1.3 « Exigences complémentaires ». L'entrepreneur est responsable de soumettre sa demande de façon à respecter son programme d'exécution des travaux.

Chaque mise hors énergie est réalisée par le personnel d'Hydro-Québec.

L'entrepreneur doit prévoir un délai d'environ deux (2) heures pour l'obtention de l'autorisation de travail émise par Hydro-Québec et la mise hors énergie.

Le responsable des travaux de l'entrepreneur doit retourner à Hydro-Québec sur demande toute autorisation de travail avec les restrictions qui s'imposent.

4.2 Mise hors énergie (lorsque le code des travaux d'Hydro-Québec ne s'applique pas)

Dans tous les cas où l'entrepreneur planifie une mise hors énergie d'équipement pour l'exécution de travaux où le code des travaux ne s'applique pas, l'entrepreneur doit présenter sa demande à Hydro-Québec pour approbation deux (2) jours ouvrables avant le jour désiré pour la mise hors énergie. L'entrepreneur est responsable de soumettre sa demande de façon à respecter son programme d'exécution des travaux.

Chaque mise hors énergie d'équipement est réalisée par le personnel d'Hydro-Québec.

La journée de la mise hors énergie de l'équipement, l'entrepreneur doit prévoir un délai d'environ deux (2) heures pour l'obtention de la mise hors énergie.

5 MÉTHODE DE TRAVAIL

Avant le début de ses activités, l'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec, pour vérification de conformité, la méthode de travail qu'il envisage utiliser lors de l'exécution des travaux dans les conditions énumérées à la fiche d'exigences particulières EQ-6040-ME02/F14.

En particulier, mais sans s'y limiter, l'entrepreneur doit produire les documents suivants :

- Une demande d'autorisation pour accéder au site des travaux avec du matériel lourd et tout appareil de levage.
- Une autorisation de perçage, ébréchage, sciage, creusage ou cassage (FOR-ENT-05) et une demande de détection de conduits enfouis lors de travaux d'excavation, perçage, cassage, sciage et forage pour effectuer des travaux mentionnés à la norme P-SEC-N-010-00 (le formulaire FOR-ENT-05 est joint à l'annexe H des clauses particulières).
- Un avis de travaux, à l'intérieur de la centrale, dégageant de la fumée, de la chaleur ou de fines particules (un exemple du formulaire FOR-ENT-25 est joint à l'annexe H).

Advenant qu'Hydro-Québec juge l'activité à risque, l'entrepreneur doit présenter sa méthode signée par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. L'activité ne peut débuter avant l'acceptation écrite émise par Hydro-Québec.

6 MESURES CORRECTIVES ET DROIT DE REFUS

L'entrepreneur doit informer Hydro-Québec, dans les meilleurs délais, de tout rapport d'intervention ou avis prescrivant des mesures correctives ou lui signifiant d'avoir enfreint quelque disposition que ce soit en matière de santé ou sécurité au travail, ou de l'exercice de tout droit de refus prévu aux articles 12 et suivants de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

L'entrepreneur doit également transmettre à Hydro-Québec, dans les meilleurs délais, copie de tout document s'y rapportant ainsi qu'un rapport détaillé sur les circonstances entourant l'événement concerné.

7 ABRIS TEMPORAIRES PRÈS D'APPAREILS RELIÉS AU RÉSEAU D'HYDRO-QUÉBEC

Tout abri temporaire doit, s'il est construit de toile et installé à proximité d'équipements sous tension, répondre à la norme CAN/ULC/SI09.